



Extraits du procès-verbal de la séance plénière du 4 décembre 2020

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

M. COUNIL. Monsieur le Président, mes chers collègues, je vous prie de m'excuser de prendre le débat en cours. J'étais précisément en cours ce matin de huit à dix heures. Pour autant, je me suis plongé avec grande attention dans le document préparatoire de cette session.

À écouter les uns et les autres, on comprend que ce DOB est particulier. Tout d'abord, parce que c'est le dernier de la mandature – normalement. Ce n'est jamais le moment le plus simple, car c'est le moment où l'on clôt un cycle, où s'achève théoriquement la mise en œuvre du programme pour lequel la majorité a été élue et ce n'est généralement pas le moment où l'on est le plus dynamique.

En outre, le contexte est particulier en raison de la pandémie dont on ignore l'évolution ; pour reprendre les propos de M. Grelier, nous sommes face à un mur d'incertitudes sur de très nombreux sujets.

L'effet est double pour notre collectivité : d'abord, la hausse d'un certain nombre de dépenses, notamment sociales, ce qui est assez logique puisque c'est notre cœur de métier ; ensuite, les inquiétudes sont d'autant plus fortes que les pertes de recettes de l'État sont fort probables, un État qui d'ailleurs est en train de s'endetter à grande vitesse pour maintenir le pays à flot et dont on peut douter de la capacité à être présent demain à nos côtés. Nous ne savons pas trop ce que nous pouvons en attendre.

Dans ce contexte, notre responsabilité est forte. Tout d'abord, nous ne devons pas tomber dans la sinistrose. Un certain nombre de discours que j'ai entendus ce matin, teintés de fatalisme et de frilosité, m'inquiètent un peu. C'est un danger dont il faut se garder. Lorsque M. Grelier nous dit qu'il faut refuser de prendre des risques, je ne suis pas d'accord.

Dans le même temps, méfions-nous de la petite musique un peu machiavélique, qui laisserait entendre qu'il y aurait une majorité responsable qui connaît bien les dossiers, qui a bien géré, ce qui est globalement le cas, face à une opposition qui serait un peu dépensière parce qu'elle n'est pas en responsabilité – précisément !

À entendre les différents discours, j'ai l'impression ce matin d'être dans une fable de La Fontaine, *La cigale et la fourmi* plus particulièrement ! Je pense que nous sommes des élus tous aussi responsables les uns que les autres. La minorité a toujours été en capacité de reconnaître quand les choses étaient bien faites. Cela a été dit dans le cadre de la gestion de cette pandémie, je l'ai dit quant à la façon dont la collectivité est gérée. Nous avons, pour autant, le droit de manifester des désaccords. Celui que je perçois ce matin porte sur le discours à tenir. Non à la sinistrose, non à la frilosité !

Nous ne pouvons faire fi du contexte que vivent les Sarthoises et les Sarthois, dont la colère s'exprime à mots couverts, certes, mais elle s'exprime. Les Sarthoises et les Sarthois sont inquiets pour leur emploi et ils ont raison. Dans nombre d'entreprises, les journées de chômage partiel s'accumulent sans que l'on ne voie se dessiner de perspectives véritables. Que dire des commerces qui n'ont pu rouvrir ? Je pense aux restaurateurs, aux bars, aux établissements de loisir. Les inquiétudes sont fortes. J'ai eu l'occasion de le souligner au cours de la dernière session en évoquant cet immense plan social qui se cache mais qui est latent.

Quelle est la perspective offerte aujourd'hui aux Françaises et aux Français ? Elle se résume en trois mots : boulot, conso dodo ! pour reprendre une expression qui a fait florès dans les années 80.

Au moment où l'on aborde le moment des fêtes, le discours du Gouvernement est extrêmement anxiogène : pas plus de six élus Non, ce ne sera pas le cas, je ne pense pas que nous passerons les fêtes ensemble ! (*Rires.*) ... Pas plus de six adultes, voulais-je dire, pour les fêtes de fin d'année.

Mettons-nous à la place de nos concitoyens. On comprend bien qu'ils sont gagnés par cette sinistrose et cette inquiétude. Que nous tenions ce discours est inquiétant. Ce matin, il faut avoir un discours plus optimiste, plus ouvert. Soyons positifs ! Je suis d'accord avec M. Beauchef qui a conclu en disant la nécessité d'être des élus de territoire à énergie positive. Essayons de le traduire par des actes. Nous ne disons pas que le Département n'a rien fait ou qu'il a mal fait, mais peut-être le moment est-il venu de prendre un risque. Ce risque nous sommes capables de l'assumer collectivement ; nous ferons plus pour aller plus loin dans divers domaines. Ils sont au nombre de trois.

Continuer à soutenir l'investissement, parfois dans le sens de plus de durabilité car, derrière, ce sont des emplois. Je serais tenté de résumer par une formule : moins de goudron, plus de durable. Ce peut être une façon de soutenir l'activité du Département. Encore faut-il que les entreprises puissent employer les ouvriers qualifiés. Lorsque nous recevons les réponses à nos appels d'offres, nous constatons que les prix augmentent parce que les entreprises n'arrivent pas à répondre à la demande alors même que 2 000 offres de Pôle emploi restent non pourvues. Dans le cadre de notre gestion du RSA, par exemple, nous pouvons réfléchir avec la Région à un geste exceptionnel en faveur de la formation pour mettre en adéquation l'offre et la demande.

Il convient également de progresser dans le soutien aux habitants. Cela a été dit par mes collègues, la question des jeunes est essentielle. Je suis au contact de lycéens, ils ne sont pas forcément inquiets, mais à l'occasion de la remise des diplômes du bac, j'ai rencontré mes anciens élèves de l'an dernier qui sont, cette année, dans le supérieur. Je ne les ai pas reconnus. L'an dernier, ils étaient enjoués ; je les ai retrouvés dans une tristesse terrible. Ils avaient commencé à construire leur vie dans le supérieur, parfois à partir de chez papa-maman et puis cela leur tombe dessus, sans compter qu'ils ne peuvent pas sortir, ni faire la fête, rien à Noël et nous verrons ce qui se passera en janvier. Je ne dis pas que les mesures prises ne sont pas utiles, je ne les conteste pas, mais cela nous place dans une perspective de morosité qui gagne la population et qui ne doit pas nous gagner. Le soutien aux jeunes est un cheval de bataille que je mène depuis très longtemps dans cette assemblée, il reste actuellement insuffisant.

Il faut soutenir le monde associatif, le monde culturel, tous ces secteurs qui sont dévastés. Certains n'ont parfois plus d'activité depuis un an. Derrière, la culture, le monde associatif, ce sont des emplois, de la vie, l'accompagnement des Sarthoises et des Sarthois. Je sais qu'un effort est réalisé, nous l'avons salué, toujours soutenu, mais peut-être faut-il aller plus loin.

Je ne peux terminer mon intervention sans évoquer le débat sur l'éducation prioritaire parce que je suis élu d'un secteur qui en bénéficie largement. Les collèges seuls ne sont pas concernés, l'éducation prioritaire bénéficie également aux écoles primaires et maternelles. On voit bien que l'expérimentation qui est lancée n'est pas toujours la meilleure. J'aurais aimé que nous soyons « terrain expérimental » dans de nombreux domaines. Par exemple, des expérimentations se mettent en place sur « les territoires zéro chômeur ». C'est là une expérimentation que j'aurais voulu voir être mise en place dans la Sarthe.

L'expérimentation de la réforme de l'éducation prioritaire ne m'enthousiasme pas. Cela sous-entend que la discrimination positive est un échec et que l'on veut revoir la démarche. L'éducation prioritaire n'est pas un échec. Supprimons l'éducation prioritaire et vous constaterez l'état des établissements concernés. L'éducation prioritaire est une réussite, mais elle n'est pas la réussite totale que nous attendions. Il faut donc poursuivre les efforts. J'ai l'impression que le Gouvernement cherche à sortir d'un piège dans lequel il s'est lui-même enfoncé lorsqu'il a pris la mesure de douze élèves par classe en primaire car elle est consommatrice de postes.

Je siège au conseil d'une école du Ronceray qui en bénéficie. Je peux vous affirmer que les progrès des enfants en lecture et en écriture sont colossaux. Lorsque l'on donne des moyens à l'éducation, c'est un succès. Je crains que la réforme annoncée retire des moyens alors que je partage l'avis de M. Vallienne :

l'éducation prioritaire dans d'autres lieux, y compris en zone rurale, serait nécessaire car la pauvreté, si elle est visible en ville, est souvent beaucoup plus masquée à la campagne, et pourtant elle est réelle. Elle s'accompagne aussi souvent d'une misère culturelle. L'école de la République doit jouer son rôle ; or, la réforme qui s'annonce vise à diminuer les moyens. C'est inquiétant. C'est une réforme de mise en concurrence des établissements. Ils rempliront des dossiers, passeront du temps à rendre des comptes pour bénéficier de moyens qui leur sont dus. Pendant ce temps, ils n'assumeront pas la mission pour laquelle ils sont destinés, c'est-à-dire enseigner et former la jeunesse de ce pays. Nous aurions intérêt, ensemble, à combattre cette réforme.

Je rejoins et reprends à mon compte la conclusion de M. Beauchef : essayons d'envoyer des ondes positives aux Sarthoises et aux Sarthois !

Commission Réussite éducative et Citoyenneté

Mme COZIC-GUILLAUME. Je remercie M. Vallienne. Nous avons beaucoup échangé au cours de la dernière réunion de la Commission Réussite éducative. Il y avait de quoi ! Les sujets étaient importants.

Merci de vos propos sur le financement des dépenses de chauffage liées à l'ouverture des fenêtres ; ils répondent aux inquiétudes des collègues qui manquaient de visibilité. Merci de faire un point avec eux à la fin de la période hivernale pour déterminer leur situation.

Ils étaient également très inquiets des dépenses liées à la fourniture des produits d'hygiène et de gel. Vous avez répondu qu'il ne serait pas possible pour eux de bénéficier d'un marché groupé. La question s'est posée d'obtenir un gel de qualité à utiliser par les élèves qui sont bombardés de gel à longueur de journée, au moins dix fois par jour. Selon les études en cours, le gel peut contenir des produits nocifs pour les jeunes en période de croissance. Nous ne disposons pas du recul suffisant pour déterminer les effets de ces produits sur leur santé. Aussi, il avait été demandé un achat groupé et envisagé avec le laboratoire Inovalys la possibilité de fournir des gels de qualité.

Cette année, l'objectif de 70 % de produits locaux dans les cantines ne sera pas atteint en raison du confinement qui a ralenti l'approvisionnement. En outre, la mise en place du menu unique fera chuter les taux d'approvisionnement en produits locaux.

Enfin, la communication relative aux stages de troisième pose problème, il est apparu que des élèves de troisième n'étaient pas informés alors qu'une grande opération de communication a été lancée l'an dernier. Il serait intéressant que l'information leur soit diffusée lors de la remise des chèques en début d'année. Coupler cette remise avec la communication sur la plateforme des stages de troisième serait opportun.